

**Art. 9.** De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIÓN

F. 98 — 2288

[S - C - 98/29242]

**20 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant la situation pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1961, 21 juin 1962, 14 novembre 1963 (I), 14 novembre 1963 (II), 14 février 1966, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 24 mars 1967, 7 septembre 1969, 15 décembre 1969, 22 janvier 1970, 6 avril 1970, 1<sup>er</sup> juin 1970, 20 juillet 1970, 22 octobre 1971, 29 octobre 1971 et 9 décembre 1971, par la loi du 8 février 1974, par les arrêtés royaux des 18 février 1974, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976, 13 décembre 1976, 15 avril 1977, 18 avril 1977, 15 décembre 1978, 8 mars 1979 et 6 février 1980, par les arrêtés royaux n<sup>o</sup> 63 du 20 juillet 1982, n<sup>o</sup> 161 du 30 décembre 1982, n<sup>o</sup> 269 du 31 décembre 1983 et n<sup>o</sup> 279 du 30 mars 1984, par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, par l'arrêté royal du 14 octobre 1985, par la loi du 27 février 1986 et par les arrêtés du Gouvernement des 16 septembre 1993, 2 juin 1995 et 24 octobre 1996;

Vu l'avis de l'inspection des finances donné le 2 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 octobre 1997;

Vu le protocole de négociation du 21 janvier 1998 du Comité de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 mars 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 16 septembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, la rubrique « A. Sans limitation : », modifiée par les arrêtés royaux des 21 janvier 1962, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 22 janvier 1970, 1<sup>er</sup> juin 1970, 29 octobre 1971, 9 décembre 1971, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976 et 8 mars 1979, est complétée comme suit :

« q. les services effectifs que le membre du personnel a prestés, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997, comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou par la Communauté germanophone. »;

2<sup>o</sup> au même § 1<sup>er</sup>, sous « B. Avec limitation de dix ans : », le littéra a, modifié par les arrêtés royaux des 21 juin 1962 et 30 novembre 1966, est remplacé par le littéra suivant :

« a) Le temps que le membre du personnel a passé comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes avant le 1<sup>er</sup> septembre 1997 dans une école de l'Etat, de la Colonie, d'une province, d'une commune, d'une administration subordonnée à une province ou à une commune, dans une école inspectée ou subventionnée par l'Etat ou par la Colonie ou dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou par la Communauté germanophone.

La limitation de dix ans est supprimée pour le membre du personnel qui, s'étant engagé à accepter une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de l'Etat, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, n'a pu, indépendamment de sa volonté, l'obtenir avant l'expiration d'un délai de dix ans.

Cette limitation de dix ans est également supprimée pour le membre du personnel lorsque la durée relative de tels services dépasse dix ans.

Le membre du personnel dont l'admissibilité des services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes avant le 1<sup>er</sup> septembre 1997 dans les écoles et établissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent littéra, est limitée à 10 ans, obtient la suppression de cette limitation lorsque la durée relative de tous ses services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes, dans les écoles et établissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent littéra avant le 1<sup>er</sup> septembre 1997 et de tous ses services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations complètes et/ou d'une fonction à prestations incomplètes dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française ou par la Communauté germanophone à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997, atteint 10 ans.

La durée relative des services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes dans les écoles et établissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent littéra avant le 1<sup>er</sup> septembre 1997 et comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes dans les établissements d'enseignement de plein exercice organisés ou subventionnés par la Communauté française ou par la Communauté germanophone à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997 s'exprime par une

fraction dont le numérateur est la durée réelle des services exprimés en heures hebdomadaires annuelles et le dénominateur le nombre minimum d'heures de cours fixé pour cette fonction par l'arrêté royal prévu à l'article 7 du présent arrêté.

La durée relative des services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations complètes et/ou d'une fonction à prestations incomplètes dans les cours à horaire réduit organisés ou subventionnés par la Communauté française ou par la Communauté germanophone à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997 s'exprime par une fraction dont le numérateur est la durée réelle des services exprimés en heures hebdomadaires annuelles et le dénominateur le nombre minimum d'heures de cours fixé pour cette fonction par l'arrêté royal prévu à l'article 5 de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture.

La durée relative des services prestés comme titulaire d'une fonction à prestations complètes et/ou d'une fonction à prestations incomplètes dans les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française ou par la Communauté germanophone à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997 s'exprime par une fraction dont le numérateur est la durée réelle des services exprimés en heures hebdomadaires annuelles et le dénominateur le nombre minimum d'heures de cours fixé pour cette fonction à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française. ».

3° un nouveau § 4, libellé comme suit est ajouté :

« § 4. Les services admissibles visés au § 1<sup>er</sup> du présent article sont valorisables dans les limites prévues par le présent article lorsqu'ils ont été accomplis comme temporaires, stagiaires ou définitifs mais également en qualité de travailleur du cadre spécial temporaire (CST), d'agent contractuel subventionné (ACS), de chômeur mis au travail (CMT), de stagiaire « Education nationale » (STEN), de stagiaire « Communauté française » (STEC) et de stagiaire ONEM.

Toutefois, les services accomplis comme CMT ne peuvent être pris en considération qu'à partir du moment où le membre du personnel acquiert la qualité de définitif et qu'à concurrence de six ans lorsque le membre du personnel peut également faire valoir des services prestés antérieurement en qualité d'ACS et de deux ans dans le cas contraire. ».

**Art. 2.** L'article 18, d, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 janvier 1970 et 18 avril 1977, est complété par un 7<sup>e</sup> alinéa libellé comme suit :

« Les alinéas 1 à 6 qui précèdent ne sont applicables qu'aux services prestés avant le 1<sup>er</sup> septembre 1997. A partir de cette date, les services prestés dans l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit tombent sous le champ d'application des dispositions des articles 16 et 17 bis. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1997.

**Art. 4.** La Ministre-Présidente ayant l'Éducation dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mai 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française  
chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé.  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 2288

[S - C - 98/29242]

**20 MEI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de geldelijke toestand van de leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, lid 2, 8°;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1961, 21 juni 1962, 14 november 1963 (I), 14 november 1963 (II), 14 februari 1966, 30 november 1966, 15 maart 1967, 24 maart 1967, 7 september 1969, 15 december 1969, 22 januari 1970, 6 april 1970, 1 juni 1970, 20 juli 1970, 22 oktober 1971, 29 oktober 1971 en 9 december 1971, bij de wet van 8 februari 1974, bij de koninklijke besluiten van 18 februari 1974, 15 januari 1975, 10 juni 1976, 9 juli 1976, 13 december 1976, 15 april 1977, 18 april 1977, 15 december 1978, 8 maart 1979 en 6 februari 1980, bij de koninklijke besluiten nr. 63 van 20 juli 1982, nr. 161 van 30 december 1982, nr. 269 van 31 december 1983 en nr. 279 van 30 maart 1984, bij de wet van 1 augustus 1985, bij het koninklijk besluit van 14 oktober 1985, bij de wet van 27 februari 1986 en bij de besluiten van de Regering van 16 september 1993, 2 juni 1995 en 24 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 1997;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 21 januari 1998 van het Sectorcomité IX en het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II;

Gelet op de beraadslaging van 26 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap over de vraag om advies dat de Raad van State binnen een termijn van één maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 4 maart 1998 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van 20 april 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

**Artikel 1.** Aan artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij het besluit van 16 september 1993 van de Regering, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt de rubriek « A. Zonder beperking : », gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 januari 1962, 30 november 1966, 15 maart 1967, 22 januari 1970, 1 juni 1970, 29 oktober 1971, 9 december 1971, 15 januari 1975, 10 juni 1976, 9 juli 1976 en 8 maart 1979 als volgt aangevuld :

« q. de effectieve diensten die het personeelslid vanaf 1 september 1997 heeft gepresteerd als titularis van een ambt met onvolledige opdracht in een onderwijsinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap »;

2° in hetzelfde § 1, onder « B. Met beperking van tien jaar : », wordt lid a, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 juni 1962 en 30 november 1966 vervangen door het volgende lid :

« a) De tijd die het personeelslid als titularis van een ambt met onvolledige opdracht voor 1 september 1997 heeft doorgebracht in een Rijks-, een Kolonie, een provinciale, een gemeenteschool, in een school van een administratie ondergeschikt aan een provincie of aan een gemeente, in een school geïnspecteerd of gesubsidieerd door de Staat of door de Kolonie of in een onderwijsinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap.

De beperking tot tien jaar wordt afgeschaft voor het personeelslid dat, om buiten zijn wil staande redenen, niettegenstaande zijn belofte een ambt met onvolledige opdracht in het Rijksonderwijs, het onderwijs van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap te aanvaarden, het ambt niet heeft kunnen bekomen vóór het verstrijken van een periode van tien jaar.

Deze beperking tot tien jaar wordt eveneens afgeschaft voor het personeelslid wanneer de relatieve duur van dergelijke diensten de tien jaar overtreft.

Het personeelslid dat als titularis van een ambt met onvolledige opdracht vóór 1 september 1997 in de in lid 1 van dit lid bedoelde scholen en inrichtingen diensten heeft gepresteerd waarvan de aanrekenbaarheid tot 10 jaar is beperkt, bekomt de afschaffing van deze beperking wanneer de relatieve duur van al zijn diensten gepresteerd als titularis van een ambt met onvolledige opdracht, in de scholen en inrichtingen bedoeld bij lid 1 van deze littera vóór 1 september 1997 en van al zijn diensten gepresteerd als titularis van een ambt met volledige opdracht en/of een ambt met onvolledige opdracht in de schoolinrichtingen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap vanaf 1 september 1997, 10 jaar bereikt.

De relatieve duur van de diensten gepresteerd vóór 1 september 1997 als titularis van een ambt met onvolledige opdracht in de in lid 1 van deze littera bedoelde scholen en inrichtingen en als titularis van een ambt met onvolledige opdracht in de schoolinrichtingen met volledig leerplan ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap vanaf 1 september 1997 wordt uitgedrukt met een breuk waarvan de teller overeenstemt met de werkelijke duur van de diensten uitgedrukt in wekelijkse uren per jaar en de noemer het minimum aantal uren leergangen weergeeft dat voor dit ambt bij het in artikel 7 van dit besluit bepaald koninklijk besluit werd vastgesteld.

De relatieve duur van de diensten gepresteerd vanaf 1 september 1997 als titularis van een ambt met volledige opdracht en/of een ambt met onvolledige opdracht in de leergangen met beperkt leerplan ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap, wordt uitgedrukt met een breuk waarvan de teller overeenstemt met de werkelijke duur van de diensten uitgedrukt in wekelijkse uren per jaar en de noemer het minimum aantal uren leergangen weergeeft dat voor dit ambt werd vastgesteld bij het koninklijk besluit bedoeld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van het Ministerie van Nationale opvoeding en Cultuur.

De relatieve duur van de diensten gepresteerd vanaf 1 september 1997 als titularis van een ambt met volledige opdracht en/of een ambt met onvolledige opdracht in de schoolinrichtingen voor sociale promotie ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap, wordt uitgedrukt met een breuk waarvan de teller overeenstemt met de werkelijke duur van de diensten uitgedrukt in wekelijkse uren per jaar en de noemer het minimum aantal uren leergangen weergeeft dat voor dit ambt werd vastgesteld bij artikel 4 van het besluit 25 oktober 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bezoldigingsregeling van de leden van het leidend en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap ».

3° een nieuw § 4, luidend als volgt wordt eraan toegevoegd :

« § 4. De aanrekenbare diensten bedoeld in § 1 van dit artikel kunnen gevaloriseerd worden binnen de bij dit artikel voorziene perken wanneer zij gepresteerd werden als tijdelijke stagiair of vastbenoemde, maar ook als werknemer van het bijzonder tijdelijk kader (BTK), als gesubsidieerde contractuele (GECO), als tewerkgestelde werkloze (TWW), als stagiair « Nationale Opvoeding », als stagiair « Franse Gemeenschap » (STEC) en als stagiair RVA.

De diensten verricht als TWW kunnen evenwel slechts in aanmerking komen vanaf het ogenblik dat het personeelslid vastbenoemd is en slechts ten belope van zes jaar wanneer het personeelslid ook diensten kan doen gelden die vroeger als GCA werden gepresteerd en van twee jaar in het ander geval. »

**Art. 2.** Artikel 18,d, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 januari 1970 en 18 april 1977 wordt aangevuld met een lid 7 luidend als volgt :

« De voorafgaande leden 1 tot 6 zijn enkel van toepassing op de diensten gepresteerd vóór 1 september 1997. Vanaf deze datum vallen de diensten gepresteerd in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan onder de toepassing van de bepalingen van de artikelen 16 en 17bis ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1997.

**Art. 4.** De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 mei 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn  
en de Gezondheids promotie,  
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J-CI. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 2289

[S - C - 98/29366]

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant dispositions en matière de frais de parcours**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des Services du Gouvernement de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 64;

Vu le protocole n° 185 du Comité de Secteur XVII, conclu le 21 octobre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 septembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 6 juillet 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'aux membres du personnel statutaire des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

**Art. 2.** Pour l'application de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours aux membres du personnel visés à l'article 1er, l'article 8 dudit arrêté doit être lu comme suit :

« Article 8. Si les moyens de transport en commun comportent plusieurs classes, la classification suivante est respectée :

1° A l'étranger : 1e classe : tous les agents.

2° En Belgique :

1e classe : les agents titulaires des grades suivants :

a) niveau 1 : tous les grades;

b) niveau 2 + : tous les grades;

c) niveau 2 : grades de rang 22;

d) niveau 3 : grades de rang 32,

2e classe: tous les autres agents.

Les agents chargés de fonctions supérieures voyagent dans la classe prévue pour le grade dont ils exercent les fonctions.

Les membres du personnel engagés par contrat de travail sont assimilés aux agents énumérés à l'alinéa 1er, à raison de la disposition de leur contrat définissant le niveau dans lequel ils exercent leurs fonctions, le grade de référence étant le grade de recrutement.

Les personnes étrangères à l'administration sont assimilées aux agents visés à l'alinéa 1er par les Ministres, chacun pour ce qui le concerne et de l'avis conforme du Ministre de la Fonction publique. »

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1996.

Toutefois, les agents titulaires du grade de sous-chef de bureau ou de premier correspondant de la recherche ou première correspondante de la recherche ainsi que les agents titulaires du grade d'assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale ou d'adjoint ou adjoint principal ou adjointe ou adjointe principale et qui avaient droit, au 31 août 1996, en vertu des dispositions en vigueur à cette date, à des réquisitoires de première classe, continuent à bénéficier du régime qui leur était antérieurement applicable, aussi longtemps qu'un nouveau grade ne leur a pas été attribué par promotion, par changement de grade ou par rétrogradation.